

Klein, Juan Luis (1985) *Défi au développement régional. Territorialité et changement social au Nicaragua sandiniste*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 165 p.

Hervé Théry

Volume 31, numéro 82, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021863ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021863ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Théry, H. (1987). Compte rendu de [Klein, Juan Luis (1985) *Défi au développement régional. Territorialité et changement social au Nicaragua sandiniste*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 165 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 31(82), 110–111. <https://doi.org/10.7202/021863ar>

KLEIN, Juan Luis (1985) *Défi au développement régional. Territorialité et changement social au Nicaragua sandiniste*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 165 p.

Le titre de l'ouvrage laisse beaucoup espérer, et son objet est passionnant : montrer comment le gouvernement sandiniste construit une nouvelle géographie du Nicaragua, conforme à son système de pensée. La première partie analyse donc « le processus de "production" d'un nouvel espace géographique, cadre du développement du sandinisme au niveau de la société civile ». Pour préciser cette étude générale, l'accent est mis ensuite sur « une micro-société, une ex-enclave d'une multinationale canadienne » (p. 4).

Ce travail commence assez bien avec un chapitre intitulé « L'espace géographique, le capital et les classes sociales ». L'auteur conclut qu'au début des années soixante-dix « trois classes sociales se partageaient le Centre-Ouest du Nicaragua », et rapproche ce système de celui des enclaves minières de la côte Atlantique « dans ce cas cependant il ne s'agissait pas d'enclaves de compagnies étrangères, mais plutôt d'"enclaves de classes" » (p. 19). C'est là une notion intéressante, que l'on aimerait voir développer, mais on aurait aimé aussi en connaître la répartition spatiale.

Le second chapitre est celui qui contient le plus d'information réellement utile et nouvelle : à propos de la réforme agraire des précisions sont données sur le partage entre « propriété étatique », « propriété coopérative » et propriété privée. La première concerne principalement les produits d'exportation. Les coopératives se divisent entre Coopératives agraires sandinistes (C.A.S.), où la socialisation est presque complète, et les Coopératives de crédit et services. L'auteur note, sans davantage d'explications, que « les paysans les plus pauvres... préfèrent la socialisation avancée dans les C.A.S., alors que les paysans les plus aisés... préfèrent la coopérative partielle » (p. 31-32).

La réforme urbaine sandiniste repose sur deux lois : l'une met fin aux lotissements illégaux, l'autre transforme en propriétaires ceux qui en ont été victimes, et un projet de loi envisage de « modifier, avec effet rétroactif, les rapports entre propriétaires et locataires... [ceux-ci] continueraient à payer leur loyer de façon habituelle, jusqu'à concurrence de la valeur cadastrale, moment où [ils] deviendraient propriétaires » (p. 41).

En revanche la partie sur « l'intégration des différentes régions et sous-régions », la « régionalisation du pays », est très décevante. En dehors de la part déterminante qu'y prennent les organisations sandinistes — « la population retrouvait dans ces structures les chefs de la guérilla, qu'elle considérait comme ses libérateurs » (p. 42) —, on ne voit guère ce qui est en cours.

Dans la partie sur « l'appropriation de l'espace et l'exploitation des ressources naturelles », faute de voir clairement ce qu'est « l'approche nicaraguayenne de rentabilisation de la nature », on apprend au moins qu'en nationalisant les mines d'or, l'État s'est procuré une précieuse source de devises : « avant 1979 les multinationales payaient à l'État nicaraguayen 600 000 \$ US par année... ; trois ans après la nationalisation, l'exportation d'or avait déjà rapporté 90 millions de dollars » (p. 63). C'est ce genre de notation que l'on attendait, surtout de la deuxième partie.

Celle-ci porte sur le cas de la communauté minière d'El Limón, dominée pendant près de 40 ans par une filiale de la multinationale canadienne Noranda Mines Ltd. Quelques détails sont donnés sur le fonctionnement de l'enclave avant la nationalisation (on aurait pu s'attendre à ce que ce livre publié au Canada exploite davantage les sources patronales, ce qui n'est pas le cas), mais l'essentiel du propos porte sur ses suites : « l'inexpérience et le personnelisme de la première heure », la reprise en main par les autorités sandinistes, les difficultés techniques et la réorganisation de la production, l'action syndicale, l'implantation de services sociaux, les tentatives faites pour rompre l'enclavement de la communauté. Sur chacun de ces points on peut recueillir quelques indications précises et deviner les causes des difficultés, rapidement évoquées (notamment le fait que 20% des travailleurs soient en permanence mobilisés pour la défense des frontières).

Globalement l'ouvrage manque finalement de distance par rapport aux thèses sandinistes, d'ailleurs éminemment respectables, et ne leur rend pas service en reproduisant, dans l'habituelle

« langue de bois », les slogans de la lutte sans le recul qu'on aurait pu attendre d'un observateur universitaire et étranger.

Dans un cas au moins ce suivisme naïf devient franchement gênant : le passage intitulé « l'intégration des Miskitos : perspectives et blocages » (p. 36-39). Comme le souligne lui-même l'auteur, « l'opération comporte cependant des aspects négatifs évidents, on ne déracine pas un peuple sans que des conséquences déplorables en découlent » (p. 39). Le livre se terminant sur une phrase inachevée — « Il est à souhaiter que les opérations déstabilisatrices menées par les États-Unis ne... » (p. 165) —, on nous permettra de conclure par une autre : « garde-moi de mes amis... »

Hervé THÉRY
CNRS, CREDAL, EDECID, Paris

CHAPUIS, R. et BROSSARD, T. (1986) *Les ruraux français*. Paris, Masson (Coll. géographie), 225 p.

La géographie sociale n'est pas toujours facile à pratiquer, surtout quand on s'attarde à couvrir la plupart des aspects sociaux des populations rurales et qu'en même temps l'on désire couvrir l'ensemble d'un pays, dans ce cas-ci, la France. Pourtant, c'est le défi qu'ont relevé les auteurs de cette fresque, même s'ils ne se donnaient comme but premier que de rassembler sur les ruraux français toute une documentation statistique, souvent dispersée, la sélectionner, la synthétiser et la commenter le plus simplement possible.

Après avoir déterminé que l'étude concernait les populations vivant dans l'espace rural tel que défini par l'I.N.S.E.E. — bien qu'une telle définition ne satisfasse pas complètement les ruralistes — et tout en faisant la part des choses relativement aux communes rurales comprises dans les Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU), les auteurs nous laissent découvrir que leur analyse s'appuie sur le découpage de 308 arrondissements ; la région parisienne urbaine étant exclue.

L'ouvrage se divise en trois parties. Dans la première (les chapitres 1, 2 et 3), les auteurs traitent de la répartition de la population rurale, de ses structures démographiques et de son évolution ancienne et récente. En résumé, ils concluent que le monde rural dans son ensemble souffre d'un certain nombre de handicaps indéniables par rapport au monde urbain : éclatement administratif, dilution et dispersion du peuplement, vieillissement de la population, déséquilibre des sexes. Ils signalent également que la diversité est de règle dans le monde rural : aux oppositions régionales comme la diagonale du vide, la France de l'Est et de l'Ouest, la France des jeunes et des vieux, etc., se combinent de multiples contrastes de détail selon les échelles.

Au cours des quelque 130 ans qui précèdent les années soixante-dix, la population rurale a été l'objet de mutations profondes et souvent difficiles : exode rural, vieillissement et baisse de la fécondité (tendances anciennes), diminution du déficit migratoire par l'arrivée de citadins et de retraités à la campagne (tendances nouvelles), et apparition d'une certaine stabilité démographique entre 1968 et 1975.

À la suite de l'analyse des changements survenus au cours de la période 1975-1982, les auteurs estiment qu'il faut réviser en profondeur ce que l'on savait sur la population rurale. Elle n'est pas condamnée à un déclin irréversible ; elle devance la population citadine par sa croissance et par son attractivité ; elle n'est plus le réservoir d'hommes qui alimentait la croissance urbaine ; elle ne forme plus un bloc homogène et les situations locales sont plus contrastées que jamais.

Dans la deuxième partie (chapitres 4 à 9), on passe en revue les équipements, les revenus et la vie sociale, spatiale et culturelle. On y réaffirme que le sous-équipement des campagnes est un